

Montreuil, le 27 janvier 2026

Auchan Retail : derrière la “coopération”, le massacre social est lancé.

Dans son communiqué du 27 janvier 2026, la direction d'Auchan Retail tente de faire passer un « projet de transformation » et de « coopération » pour une avancée stratégique. En réalité, il s'agit ni plus ni moins que de l'annonce d'un nouveau carnage social.

Une fois encore, les grands groupes de la distribution se partagent le gâteau du marché pendant que les salariés sont priés de s'adapter, de se taire et d'encaisser.

Sous couvert de « compétitivité », de « performance » et de « pérennité », la direction justifie le démantèlement méthodique de 266 supermarchés, dont 164 livrés aux enseignes Intermarché ou Netto sous franchise, et 91 promis à la cession pure et simple.

Derrière ces chiffres froids et technocratiques, ce sont des milliers de travailleuses et de travailleurs dont l'avenir se décide dans des bureaux, loin du terrain, loin des réalités, loin de toute considération humaine.

Auchan Retail ose invoquer le pouvoir d'achat pour justifier ce qui n'est rien d'autre qu'un immense marchandage entre multinationales. Ce projet n'a rien d'économiquement vertueux : il est socialement destructeur. Il ne s'agit pas de sauver des magasins, mais de sauver des marges et des dividendes.

La Fédération CGT Commerce et Services dénonce une stratégie violente où l'humain est sacrifié sur l'autel du profit. Elle refuse que cette opération soit maquillée en progrès alors qu'elle organise la précarité, l'éclatement des collectifs de travail et la liquidation méthodique des droits sociaux. Ce projet n'est pas une transformation, c'est une régression historique.

La Fédération CGT Commerce et Services exige des garanties immédiates, claires et opposables sur l'emploi, les salaires, le maintien des acquis sociaux et des conditions de travail dignes pour l'ensemble des salariés concernés. L'humain doit primer sur les stratégies financières.

La grande distribution ne peut plus continuer à se restructurer sur le dos des travailleurs. La Fédération appelle les salariés à se mobiliser pour refuser d'être les victimes collatérales du partage du gâteau entre multinationales.



Aller plus loin...

Consultez notre site internet sur www.commercecgt.fr ou scannez le QR code ci-dessous :



Proposition de loi

Consultez notre projet de loi en scannant le QR code ci-dessous :



Contact presse

Elhadji Niang
Secrétaire fédéral
Tél : 06 95 91 03 92